

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE LA DECENTRALISATION
ET DE LA REFORME DE L'ETAT**

**DOCUMENT CADRE DE POLITIQUE
NATIONALE DE DECENTRALISATION**

PLAN D'ACTION 2016-2019

Version soumise au Conseil des Ministres du mercredi 10 février 2016

Plan d'actions 2016-2019 du Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
1. Promouvoir le développement territorial équilibré des régions et des pôles urbains							
1.1 Réorganiser le territoire pour asseoir la cohérence du développement territorial							
	1.1.1	La réorganisation territoriale des régions est réalisée suite à une large concertation.	1.1.1.1 Mener des analyses de pertinence socio-politique et économique des régions actuelles	106 000 000	MDRE, MAT, MEF et tout département impliqué dans le développement économique	Rapport d'étude disponible qui sert de base à la réorganisation territoriale des collectivités régions	2016 - 2017
			1.1.1.2 Mener des concertations élargies en vue de la réorganisation territoriale des régions	215 000 000	MDRE, MAT	Rapports des rencontres de concertation	2016-2017
			1.1.1.3 Procéder à la création des nouvelles régions sur la base des études et concertations	2 000 000	MDRE, MAT et MEF	Textes de création des régions disponibles.	2017
1.2 Développer une économie régionale afin de créer des richesses et des emplois.							
	1.2.1	Les ADR sont mis en place et fonctionnent au niveau de chaque région et le district	1.2.1.1 Mettre en place et rendre opérationnelles les Agences de Développement Régional	10 000 000 000	MDRE, MAT et MEF	Pourcentage de rapports d'activités produits annuellement par les ADR et par région	2015-2019
	1.2.2	Les compétences et les ressources dans le domaine du développement économique régional sont transférées aux régions et au district	1.2.2.1 Identifier les compétences et les ressources à transférer aux régions et au district	37 000 000	MDRE, MAT, MEF et tout département sectoriel	Rapport d'étude des domaines de compétences et le volume des ressources à transférer aux régions disponible	2016-2018
	1.2.3	La stratégie d'orientation du DER est approuvée	1.2.3.1 Elaborer et adopter la stratégie d'orientation du Développement Economique Régional	25 000 000	MDRE, MAT	Niveau de mise en œuvre du CNODER par les collectivités régions (rapport annuel)	2015-2016
	1.2.4	Les instruments d'opérationnalisation du DER sont mis en place au profit des régions et	1.2.4.1 Mettre en place au niveau régional des instruments préconisés dans la stratégie d'orientation du DER	635 000 000	MDRE, MAT (Conseils Régionaux)	Nombre d'instruments préconisés par le CNODER mis en œuvre par an dans les régions	2016-2019

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
		du district					
		1.2.5 Les contrats plans/projets entre l'Etat et les CT sont signés et mis en œuvre	1.2.5.1 Opérationnaliser les contrats Plans Etats-Région ou District (CPEP)	45 045 000 000	MDRE, MAT, MEF et tout département sectoriel	Nombre de contrats plans/projets Etats –Région ou District	2015-2019
			1.2.5.2 Rendre opérationnels les mécanismes de financement des CPEP			130 000 000	MDRE, MAT et MEF
		1.2.6 Les relations de coopération entre les collectivités territoriales et entre celles-ci et leurs homologues d'autres pays sont établies	1.2.6.1 Impulser et accompagner les initiatives de coopération entre les collectivités territoriales (inter-collectivités, coopération décentralisée, coopération transfrontalière)	15 000 000	MDRE, MAT, MAE et MME	Nombre de conventions favorisant l'intégration économique signées	2016-2019
		1.2.7 Les dispositifs de planification nationaux, régionaux et locaux sont simplifiés et mis en cohérence	1.2.7.1 Synthétiser et mettre en cohérence les schémas, stratégie DER et PDESC des différents niveaux de collectivités territoriales.	132 000 000	MDRE, MAT et Ministère en charge du Plan	Rapport proposant une simplification des instruments de planification	2016-2019
		1.2.8 Les régions réalisent des projets d'investissements structurants	1.2.8.1 Appuyer les Régions dans la conception et la réalisation des projets d'investissements structurants	15 000 000	MDRE, MAT	Nombre d'investissements structurants réalisés par région	2016-2019
		1.2.9 Des investissements productifs, issus du Partenariats Public-Privé (PPP) sont réalisés.	1.2.9.1 Soutenir les régions dans leurs efforts de développement de PPP	179 000 000	MDRE, MAT, MCI	Nombre d'investissements productifs réalisés dans le cadre du PPP	2016-2019
		1.3 Promouvoir une politique volontariste et anticipatrice de l'agglomération en tenant compte des différents types d'agglomération sur le territoire					
		1.3.1 Les instruments de pilotage du développement économique des villes sont mis en place	1.3.1.1 Mettre en place des instruments de pilotage du développement économique des villes	55 000 000	MUH et MDRE, MAT	Nombre d'instruments de pilotage du développement économique des villes mis en place	2016-2019
		1.3.2 Les stratégies de développement des villes sont mises en cohérence avec celles des régions	1.3.2.1 Mettre en cohérence les stratégies de développement des villes avec les stratégies DER	6 000 000	MUH et MDRE, MAT	Pourcentage de SDER/Villes mises en cohérence	2016-2017
		1.3.3 Les contrats-plans Etat-villes, en lien avec les contrats plans Etats-Région ou District sont	1.3.3.1 Opérationnaliser les contrats-plans Etat-villes, en lien avec les contrats plans Etats Région ou District	15 075 000 000	MUH et MDRE, MAT	Nombre de contrats-plans Etat-Villes, en lien avec les Contrats Plans Etats Région ou District signés	2016-2019

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
		institutionnalisés et sont opérationnels				Evolution du montant des contrats-plans Etat-Villes, Etat-Régions/District	2016-2020
		1.3.4 Des partenariats sont noués entre la région et les villes qui la composent	1.3.4.1 Développer le partenariat Région-Villes autour des pôles de développement et des espaces économiques partagés	174 000 000	MUH et MDRE, MAT	Nombre de partenariats Régions-Villes créés	2016-2019
		1.3.5 Les villes disposent de vision prospective pour leur développement	1.3.5.1 Doter les villes de documents de planification stratégique	1 535 000 000	MUH et MDRE, MAT	Nombre de villes disposant de Schéma Directeur d'Urbanisme	2016-2019
			1.3.5.2 Renforcer la capacité d'investissement des communes urbaines	100 000 000 000	MUH et MDRE, MAT	Evolution du montant des contrats d'objectifs entre les communes urbaines et les communes de son hinterland, et secteur privé	2016-2019
2. Améliorer la qualité des services rendus par les collectivités territoriales							
	2.1 Rendre la fonction publique territoriale attractive						
		2.1.1 Les textes statutaires régissant la fonction publique des collectivités territoriales sont adaptés aux évolutions du contexte.	2.1.1.1 Relire les textes statutaires régissant la fonction publique des collectivités territoriales	10 000 000	MDRE, MAT et tout département concerné par les fonctionnaires des CT	Nouveaux textes statutaires régissant la Fonction Publique territoriale adoptés et mis en œuvre	2016
		2.1.2 La gestion des fonctionnaires des collectivités territoriales est plus efficace et transparente	2.1.2.1 Créer une structure pérenne d'administration et de gestion des fonctionnaires des collectivités territoriales	300 000 000	MDRE, MAT	Dispositif de gestion des fonctionnaires territoriaux mis en place et est opérationnel	2016-2016
			2.1.2.2 Doter le Conseil Supérieur de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales et les Commissions Administratives Paritaires Régionales en moyens de fonctionnement	50 000 000			
			2.1.2.3 Mettre en place des outils informatisés permettant un suivi performant et transparent,	100 000 000			
			2.1.2.4 Systématiser le concours direct dans les domaines ayant fait l'objet de transfert aux collectivités territoriales.	45 000 000			
		2.1.3 Les mesures incitatives sont prises pour rendre attractive la fonction publique des CT	2.1.3.1 Instituer des mesures incitatives en vue de valoriser le statut des fonctionnaires territoriaux	34 000 000	MDRE, MAT et MEF	Nombre de mesures prises pour valoriser le statut des fonctionnaires territoriaux	2016

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
		2.1.4 Des mécanismes pour garantir les charges du personnel sont mis en place.	2.1.4.1 Mettre en place des mécanismes permettant de garantir durablement le financement des salaires et accessoires des fonctionnaires des CT	34 000 000	MDRE, MAT et MEF	Nombre de mécanismes adoptés pour garantir les charges du personnel	2016
2.2 Renforcer les capacités des ressources humaines des collectivités territoriales							
		2.2.1 Les nouveaux élus ont renforcé leurs compétences aux principes de bonne gouvernance, à la maîtrise d'ouvrage et à l'éthique	2.2.1.1 Former les nouveaux élus et les fonctionnaires des collectivités territoriales	3 040 000 000	MDRE, MAT	Nombre de sessions d'information et de formation tenues au profit des élus sur la bonne gouvernance, la maîtrise d'ouvrage et l'éthique	2016-2017
			2.2.1.2 Renforcer le statut des élus locaux	27 000 000	MDRE, MAT	Texte définissant le nouveau statut des élus adopté	2016
		2.2.2 Les moyens de l'ENA et du CFCT sont renforcés.	2.2.2.1 Doter l'ENA et le CFCT de moyens (financiers, humains et matériels) adéquats pour la formation continue et le perfectionnement des élus, des agents des collectivités territoriales et de l'Etat	15 000 000 000	MDRE, MAT et MEF	Evolution des ressources humaines et financières de l'ENA et du CFCT	2016-2019
		2.2.3 Les cursus de formation initiale sont adaptés aux besoins des collectivités territoriales	2.2.3.1 Développer des cursus de formation initiale orientés vers la fonction publique territoriale	200 000 000	MEN et MDRE, MAT	Nombre de cursus initiaux adaptés aux besoins des collectivités territoriales	2016-2017
2.3 Accélérer les transferts de compétences et de ressources en vue d'améliorer l'offre de services aux citoyens							
		2.3.1 Les Cellules d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration (CADD) jouent pleinement leurs rôles	2.3.1.1 Renforcer les CADD par la formation et la dotation en ressources suffisantes pour la prise en charge de leurs activités	4 750 000 000	MDRE, MAT et départements sectoriels	Evolution du budget annuel des CADD	2016-2019
		2.3.2 Le dispositif de mise en œuvre des transferts de compétences et de ressources est amélioré	2.3.2.1 Evaluer le dispositif de mise en œuvre des transferts de compétences et de ressources	157 000 000	MDRE, MAT	Rapport d'évaluation du dispositif de mise en œuvre des transferts de compétences et de ressources	2016
		2.3.3 Les textes fixant les détails des compétences et des ressources de l'Etat transférées aux CT sont disponibles	2.3.3.1 Préparer les décrets fixant les détails des compétences et des ressources de l'Etat transférées aux collectivités territoriales	14 000 000	MDRE, MAT et départements sectoriels	Nombre de décrets fixant les détails des compétences et des ressources de l'Etat transférées adoptés	2016-2019
		2.3.4 Les textes relatifs à la constitution et la gestion du domaine des collectivités territoriales sont	2.3.4.1 Elaborer les textes d'application de la Loi 96-050.	2 000 000	MDRE, MAT, MDEAF	Nombre de textes d'application de la loi 96-050 disponibles	2016

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
		disponibles.					
		2.3.5 Les services déconcentrés de l'Etat sont transférés aux collectivités territoriales	2.3.5.1 Procéder à un transfert des services déconcentrés de l'Etat aux collectivités territoriales dans les domaines ayant été transférés	60 000 000	MDRE, MAT et départements sectoriels	Nombre de personnel des services déconcentrés de l'Etat mis en détachement	2016-2019
		2.3.6 Les plans triennaux de transfert de compétences et de ressources sont disponibles et mis en œuvre	2.3.6.1 Elaborer les plans triennaux de transfert de compétences et de ressources et suivre leur mise en œuvre	200 000 000	MDRE, MAT et départements sectoriels	Nombre de plans triennaux de transfert de compétences opérationnels	2016-2019
3. Renforcer l'accompagnement de l'Etat							
3.1 Rendre plus efficace la déconcentration							
		3.1.1 Les attributions des services déconcentrés de l'Etat aux niveaux régional et local sont renforcées	3.1.1.1 Renforcer la déconcentration des services de l'Etat sur le territoire	350 000 000	Tous Ministères	Nombre de plans de déconcentration adoptés et mis en œuvre	2016-2019
		3.1.2 Les services déconcentrés de l'Etat sont en mesure d'apporter l'assistance-conseil de qualité	3.1.2.1 Renforcer les capacités des services déconcentrés en moyens humains, matériels et financiers suffisants pour assurer l'assistance conseil	9 150 000 000	Tous Ministères	-Ratio postes pourvus / postes prévus -Ratio équipements disponibles / équipements prévus -% évolution des crédits de fonctionnement	2016-2019
		3.1.3 Les modalités de l'assistance conseil sont précisées	3.1.3.1 Elaborer les textes réglementaires relatifs à l'assistance conseil	39 000 000	MDRE, MAT	Le cadre réglementaire de l'assistance conseil est défini	2016
		3.1.4 Les plans d'assistance technique des services de l'Etat aux CT sont disponibles et mis en œuvre	3.1.4.1 Elaborer les plans d'assistance technique des services de l'Etat aux collectivités territoriales.	-	MDRE, MAT et départements sectoriels	% d'exécution des plans d'assistance technique des services de l'Etat aux collectivités territoriales	2016-2019
			3.1.4.2 Elaborer et mettre en œuvre les conventions de mise à disposition des services déconcentrés de l'Etat.			Taux de réalisation des conventions de mise à disposition des SDE auprès des CT	2016-2019
3.2 Systématiser le contrôle de légalité des collectivités territoriales par les autorités de tutelle							
		3.2.1 Le dispositif d'évaluation des performances des collectivités territoriales est opérationnel	3.2.1.1 Mettre en place un mécanisme d'évaluation des performances des collectivités territoriales	45 000 000	MDRE, MAT	Rapport d'évaluation des performances des collectivités territoriales par les représentants de	2016-2019

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
						l'Etat disponible	
		3.2.2 Les autorités de tutelle sont performantes dans l'exercice de la tutelle des collectivités territoriales	3.2.2.1 Mettre en place un dispositif de suivi des performances et de perfectionnement des représentants de l'Etat	165 000 000	MDRE, MAT	Rapport d'évaluation des performances des représentants de l'Etat Nombre de sessions de renforcement des capacités tenues pour les représentants de l'Etat	2016-2019
			3.2.2.2 Renforcer les ressources humaines en charge du contrôle de légalité au niveau régional et local	45 000 000	MDRE, MAT	Cadre organique des représentants de l'Etat adapté	2016-2019
			3.2.2.3 Coordonner et suivre l'exercice de la tutelle par la DGCT et la DGAT	60 000 000	MDRE, MAT	Rapports de mission de suivi produits	2016-2019
			3.2.4.4 Renforcer l'Inspection de l'Intérieur en moyens humains et financiers	250 000 000	MEF et MDRE, MAT	Nombre de cadre et budget annuel de l'inspection	2016 - 2019
		3.2.3 Un dispositif de suivi-contrôle des investissements des CT par la tutelle est opérationnel	3.2.3.1 Instituer et rendre fonctionnel un dispositif de contrôle des investissements des collectivités territoriales par le représentant de l'Etat appuyé par les services déconcentrés de l'Etat	900 000 000	MDRE, MAT et départements sectoriels	Nombre d'activités de contrôle réalisées par le dispositif placé auprès des autorités de tutelle	2016-2019
		3.2.4 Le pilotage stratégique de la décentralisation est assuré par les différents niveaux de tutelle des collectivités territoriales	3.2.4.1 Mettre en œuvre le Plan de relance et de redynamisation de la Base OISE, du Cycle de Concertation et de Capitalisation des organes d'orientation	128 000 000	MDRE, MAT	- Base OISE opérationnelle au niveau de chaque région et le District de Bamako - Organes d'orientations efficaces et devenus des espaces de partage d'expériences	2016-2019
			3.2.4.2 Mettre en œuvre le mécanisme national de rapportage des indicateurs du DCPND	425 000 000	MDRE, MAT	Rapports de suivi des indicateurs DCPND II produits régulièrement et validés à différents niveaux	2016-2019
			3.2.4.3 Prévoir dans le budget national des ressources nécessaires au fonctionnement régulier des organes (CCOCSAD, CLOCSAD, CROCSAD et CNO)	1 140 000 000	MDRE, MAT	Ligne budgétaire pour le fonctionnement des organes d'orientation inscrite dans la loi des finances.	2016-2019

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
4. Renforcer la gouvernance inclusive du territoire							
4.1 Renforcer le rôle des autorités traditionnelles dans la gestion des affaires publiques locales							
		4.1.1 Les autorités traditionnelles participent à la gestion des collectivités territoriales	4.1.1.1 Valoriser le statut des autorités traditionnelles tout en précisant leurs droits et leurs obligations	27 000 000	MDRE, MAT	Statut des chefs de fractions, de villages et de quartiers adopté	2016
			4.1.1.2 Traduire et diffuser les textes et supports de la décentralisation en langues nationales	225 000 000	MDRE, MAT	Nombre de textes et supports de la décentralisation traduits et diffusés en langues nationales	2016
			4.1.1.3 Etablir la typologie des autorités traditionnelles et coutumières	39 000 000	MDRE, MAT	Textes de lois disponibles sur la typologie des autorités traditionnelles et coutumières	2017
			4.1.1.4 Réintroduire la pratique d'élaboration des répertoires des autorités traditionnelles et coutumières	72 000 000	MDRE, MAT	Répertoires des autorités traditionnelles et coutumières disponibles	2017
			4.1.1.5 Soutenir les initiatives de réappropriation, de préservation et de valorisation des cultures et patrimoines locaux	515 000 000	MCAT et MDRE, MAT	Cultures et patrimoines locaux valorisés	2017-2019
			4.1.1.6 Soutenir l'utilisation des langues nationales dans l'identification des services publics des collectivités territoriales	760 000 000	MDRE, MAT	Appellations des services publics des CT transcrites en langues nationales	2018
4.2 Améliorer la gouvernance de la sécurité au niveau régional et local							
		4.2.1 Les populations participent à la gestion de la sécurité au niveau de leurs collectivités territoriales	4.2.1.1 Définir un cadre institutionnel pour la responsabilisation des acteurs locaux dans la gestion de la sécurité	129 000 000	MSPC, MDRE, MAT et MRN	Cadre de responsabilisation des acteurs locaux dans la gestion de la sécurité est adopté	2016
			4.2.1.2 Développer des mécanismes endogènes de gouvernance de la sécurité, de prévention et de résolution des conflits	7 600 000 000	MSPC, MDRE, MAT et MRN	Mécanismes endogènes de gouvernance de la sécurité, de prévention et de résolution des conflits opérationnels	2016-2019
			4.2.1.3 Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'éducation / sensibilisation à la	1 520 000 000	MSPC, MDRE, MAT et MRN	Taux d'exécution des programmes d'éducation / sensibilisation à la	2016-2019

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
			culture de la paix et de gouvernance de la sécurité			culture de la paix	
			4.2.1.4 Mettre en œuvre des projets structurants participant de la gestion de la sécurité et de la résolution des conflits	50 000 000 000	MSPC, MDRE, MAT et MRN	% de projets structurants participant de la gestion de la sécurité et de la résolution des conflits	2016-2019
			4.2.1.5 Engager la réflexion sur la mise en place d'une police de proximité	40 000 000	MSPC, MDRE, MAT et MRN	Rapport d'étude sur la mise en place d'une police de proximité et communale disponible	2017
			4.2.1.6 Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de dialogue, de négociations, de réconciliation et de cohésion sociale	1 520 000 000	MDRE, MAT et MRN	Nombre de sessions de renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de dialogue, de négociations, de réconciliation et de cohésion sociale	2016-2019
4.3 Améliorer la transparence et la redevabilité des collectivités territoriales							
	4.3.1 Les populations participent à la gestion des affaires locales et régionales.		4.3.1.1 Elaborer et mettre en œuvre un programme d'éducation à la citoyenneté	1 520 000 000	MDRE, MAT et MEFPJCC	Taux d'exécution du programme d'éducation à la citoyenneté	2016-2019
			4.3.1.2 Organiser des débats publics lors de l'élaboration des plans de développement et des budgets annuels	927 000 000	MDRE, MAT et MEFPJCC	% de débats publics réalisés lors de l'élaboration des PDESC et budgets primitifs	2016-2019
			4.3.1.3 Susciter la création de cadres d'interpellation des élus par la société civile et le citoyen	775 000 000	MDRE, MAT et MEFPJCC	Nombre d'actions de contrôle citoyen acté par les OSC annuellement	2016-2019
4.4 Améliorer l'intégration du genre dans la gestion des collectivités territoriales							
	4.4.1 Les instruments de planification et les outils de gestion des collectivités territoriales sont sensibles au genre		4.4.1.1 Développer une stratégie d'éducation citoyenne et de promotion de la participation féminine et des personnes vulnérables à la gestion des collectivités territoriales	1 520 000 000	MDRE, MAT, MPFEF et MEFPJCC	Stratégie d'éducation citoyenne et de promotion de la participation féminine disponible	2016
			4.4.1.2 Stimuler la participation et l'implication des femmes dans la gestion concertée des services des collectivités territoriales	15 000 000	MPFEF, MDRE et MAT	% femmes figurant dans les instances de gestion concertée des équipements marchands	2016-2019
			4.4.1.3 Rendre les processus d'élaboration et d'exécution des budgets des collectivités territoriales sensible au genre	15 000 000	MDRE, MAT et MPFEF	% d'investissements réalisés sensible au genre	2016-2019

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
			4.4.1.4 Intégrer l'approche genre dans le processus de planification du développement local et régional	15 000 000	MDRE, MAT et MPFEF	Processus de planification du développement local et régional sensible au genre mis en place	2016-2019
5. Accroître le financement de la décentralisation							
5.1 Procéder à une allocation substantielle et garantie des dotations budgétaires de l'Etat aux collectivités territoriales							
		5.1.1 Les collectivités territoriales affectées par la crise bénéficient de dotations spéciales	5.1.1.1 Mobiliser les ressources financières autour du programme de développement accéléré des régions affectées par la crise	50 000 000 000	MEF et MDRE	Taux d'accroissement financier du programme de développement accéléré des régions affectées par la crise	2016-2019
			5.1.1.2 Créer un fonds d'urgence pour les collectivités territoriales affectées par la crise	50 000 000 000	MEF, MDRE et MAT	Fonds d'urgence pour les collectivités territoriales affectées par la crise créé	2016
		5.1.2 Les mécanismes opérationnels pour garantir l'affectation effective aux collectivités territoriales de 30% des recettes fiscales à l'horizon 2018 sont mis en place.	5.1.2.1 Préciser le cadrage macro budgétaire par l'analyse des évolutions programmées dans le budget national et proposer des scénarii de progression des transferts financiers aux collectivités territoriales	65 000 000	MEF et MDRE, MAT	% évolution des ressources publiques gérées par les collectivités territoriales	2016-2018
			5.1.2.2 Définir les modalités de répartition des fonds entre les collectivités territoriales	39 000 000	MEF et MDRE, MAT		
		5.1.3 Les différents mécanismes de financement des collectivités territoriales sont suivis et évalués.	5.1.3.1 Evaluer les mécanismes de financement des collectivités territoriales sur la base de contrats de performances liés aux ressources transférées.	35 000 000	MEF et MDRE, MAT	Rapport d'évaluation des différents mécanismes de financement des collectivités territoriales	2016
5.2 Augmenter les ressources fiscales des collectivités territoriales							
		5.2.1 La fiscalité locale est renforcée.	5.2.1.1 Réformer la Taxe sur le Développement Régional et Local en zone urbaine ;	27 000 000	MEF et MDRE, MAT	% évolution du recouvrement des recettes propres des collectivités territoriales	2016-2019
			5.2.1.2 Instaurer une taxe sur les communications téléphoniques en faveur des collectivités territoriales ;				
			5.2.1.3 Reverser les taxes touristiques aux collectivités territoriales				

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
			5.2.1.4 Améliorer la redistribution des taxes minières de manière plus profitable aux collectivités territoriales				
		5.2.2 Le processus d'établissement des rôles par les collectivités territoriales est amélioré	5.2.2.1 Former et accompagner les collectivités territoriales dans le recensement de la matière imposable et dans l'établissement des rôles	PM	MEF et MDRE, MAT	Nombre de sessions de formation et de mission d'accompagnement	2016-2019
		5.2.3 Un système d'évaluation des performances de recouvrement des impôts locaux par les services du trésor et des impôts est mis en place	5.2.3.1 Intégrer le taux de recouvrement des impôts locaux dans les critères de performance des services du trésor et des impôts.	2 000 000	MEF et MDRE, MAT	Quota appliqué aux services des impôts dans le recouvrement des impôts locaux	2016-2019
5.3 Améliorer la mobilisation de l'aide publique au développement							
		5.3.1 L'appui budgétaire est augmenté par secteur entre l'Etat et les collectivités territoriales	5.3.1.1 Promouvoir un appui budgétaire sectoriel décentralisé afin d'impulser le développement local et régional	2 000 000	MEF et MDRE, MAT	Evolution des allocations de l'appui budgétaires aux collectivités territoriales dans les Lois des finances	2016-2019
6. Mise en œuvre du DCPND							
		6.1.1 Le DCPND est connu et maîtrisé par les acteurs impliqués dans sa mise en œuvre	6.1.1.1 Organisation d'ateliers d'information sur le DCPND dans les régions	72 000 000	MDRE, MAT	Nombre d'ateliers d'information organisés	2016
			6.1.1.2 Conception et mise en œuvre d'une stratégie de communication sur le DCPND et la décentralisation	337 000 000	MDRE, MAT et MENIC	Plan de communication disponible Nombre d'action de communication mise en œuvre	2016-2017
		6.1.2 Le pilotage de la mise en œuvre du DCPND est efficace et permet d'adapter les actions à l'évolution du contexte	6.1.2.1 Fonctionnement régulier des instances de pilotages du DCPND	250 000 000	MDRE, MAT	Nombre de rencontre des instances de pilotages du DCPND	2016-2019
			6.1.2.2 Doter la DGCT des infrastructures et des moyens (humains, matériels et financiers) pour le pilotage de la décentralisation	3 000 000 000	MDRE, MAT	La DGCT dispose d'un environnement de travail adapté	2017- 2019

OG	OS	Résultats attendus	Activités	Coûts prévisionnels (FCFA)	Structures impliquées	Indicateurs	Année
		6.1.3 Le suivi du DCPND est effectif et permet d'orienter les décisions pour orienter les choix en matière de décentralisation	6.1.3.1 Mise en œuvre du dispositif de suivi évaluation du DCPND	192 000 000	MDRE, MAT	Taux de renseignement des indicateurs du DCPND	2016-2019
		6.1.4 Les résultats atteints par la mise en œuvre du DCPND sont mesurés	6.1.4.1 Réalisation d'une évaluation de la mise en œuvre du plan d'action	100 000 000	MDRE, MAT	Evaluation réalisée	2017-2019
TOTAL				279 754 000 000			

Indicateurs d'impact et d'effet du Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation (DCPND)

La mise en œuvre du plan d'action doit permettre d'atteindre les objectifs spécifiques et généraux du DCPND. La mesure de l'atteinte de ces objectifs est basée sur une série d'indicateurs d'effets et d'impacts définis dans le tableau suivant :

Objectifs Généraux	Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Source / Structure / Méthode	Désagrégation	Fréquence	Type
1. Promouvoir le développement territorial équilibré des régions et des pôles urbains		Croissance économique : Evolution du revenu territorial et du revenu territorial par Habitants	Méthode "revenu territorial" à finir de mettre au point	Région	Annuel	Impact
		Evolution du taux de pauvreté et de l'Indice de Développement Humain (IDH)	ODHD/INSTAT	Commune	Ponctuel	Impact
		Evolution des dépenses par ménage, par tête et par équivalent adulte (estimation du pouvoir d'achat)	EMOP (INSTAT)	Région	Trimestriel	Impact
	1.1. Réorganiser le territoire pour asseoir la cohérence du développement territorial régional	Ratio traduisant l'équilibre économique entre régions : Revenu territorial de la région / moyenne des revenus territoriaux régionaux	Méthode "revenu territorial"	Région	Annuel	Effet
		Ratio traduisant l'importance du territoire à gérer tenant compte de la superficie et de la population : (Habitants Région * superficie Région) / (Habitants Pays * superficie Pays)	Méthode à définir	Région	RGPH	Effet
	1.2. Développer une économie régionale et territoriale afin de créer des richesses et des emplois au niveau régional et local	Nombre d'emplois créés et induits par les actions des CR en matière de promotion du DER	Suivi des actions des CR : recensement des effectifs des acteurs économiques appuyés	Région	Annuel	Effet
		Valeur ajoutée annuelle générée par les acteurs appuyés par les CR en matière de promotion du DER	Suivi des actions des CR : centralisation des Comptes de résultats des acteurs économiques appuyés	Région	Annuel	Effet

Objectifs Généraux	Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Source / Structure / Méthode	Désagrégation	Fréquence	Type
	1.3. Promouvoir une politique volontariste et anticipatrice de la ville fondée sur la détermination du statut, de la vocation et des fonctions des différents types d'agglomération sur le territoire	Taux d'urbanisation de la région : Taux de croissance des villes de la région / taux de croissance des villes du Pays	RGPH + projection INSTAT	Région	RGPH + projections annuelles	Impact
2. Améliorer la qualité des services rendus par les collectivités territoriales		Satisfaction des usagers des services publics	Enquête CDI	Région	Ponctuel (2015)	Impact
		Pourcentage de projets viables en service sur les réalisations antérieures à 2 ans	Suivi des actions des CR : recensement du niveau de fonctionnalité	Région	Annuel	Impact
		Pourcentage de centres d'état civil mis en place fonctionnels	Rapport DNEC	Commune	Annuel	Effet
		Taux brut et net de scolarisation (%)	CPS éducation	Commune	Annuel	Impact
		Population vivant dans un rayon de 5 km d'un centre de santé (%)	CPS Santé	Commune	Annuel	Effet
		Ratio : Nombre d'habitants pour une sage-femme	CPS Santé	Commune	Annuel	Effet
		Pourcentage de la population ayant un accès durable à l'eau potable	CPS Hydraulique	Commune	Annuel	Effet
	2.1. Rendre la fonction publique territoriale attractive	Pourcentage d'exécution des charges de personnels émergeant sur le budget des collectivités territoriales (comparaison CG ou CA/BP)	DNTCP : centralisation des comptes de gestion (ou OISE / CA)	Commune	Annuel	Effet
		Pourcentage de poste vacant (soit calcul théorique sur la base des postes clé - soit satisfaction des demandes des CT)	Base de données de la fonction publique des CT	Commune	Annuel	Effet
	2.2. Renforcer les capacités des ressources humaines des collectivités territoriales	Nombre de cadre A en plus du secrétaire général	Base de données de la fonction publique des CT	Commune	Annuel	Effet
		Niveau de formation moyen des cadres des CT (poste clé)	Base de données de la fonction publique des CT	Commune	Annuel	Effet
		Nb d'agents et d'élus formés	Base de données du CFCT			

Objectifs Généraux	Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Source / Structure / Méthode	Désagrégation	Fréquence	Type
	2.3. Accélérer les transferts de compétences et de ressources en vue d'améliorer l'offre de services aux citoyens	Pourcentage des domaines transférés pour lesquels les CT disposent d'au moins un cadre	Base de données de la fonction publique des CT	Commune	Annuel	Effet
		Nombre d'agents en charge des compétences transférées mis à la disposition des CT par l'Etat	Base de données de la fonction publique des CT	Commune	Annuel	Effet
3. Renforcer l'accompagnement de l'Etat		Satisfaction des CT par rapport aux appuis apportés par l'Etat	Enquête DGCT (intégration dans l'EMOP)	Région	Annuel (si EMOP)	Impact
	3.1. Rendre plus efficiente la déconcentration	Nombre et Pourcentage des demandes de mise à dispositions formulées par les collectivités territoriales effectivement satisfaites	Suivi de la tutelle (paramétré dans base OISE)	Commune	Annuel	Effet
	3.2. Systématiser le contrôle interne et l'évaluation externe des collectivités territoriales afin d'accroître la redevabilité des élus	Pourcentage de collectivités territoriales inspectées annuellement	Suivi de la tutelle (paramétré dans base OISE)	Commune	Annuel	Effet
		Pourcentage des CT contrôlées où l'application des procédures administratives et de contrôle de passation des marchés a été jugée insuffisante	Suivi de la tutelle (à paramétrer dans base OISE)	Cercle	Annuel	Effet
		Pourcentage des CT contrôlées où l'existence et le respect des procédures ANICT ont été jugés insuffisants	Suivi de la tutelle (à paramétrer dans base OISE)	Cercle	Annuel	Effet
		Pourcentage des CT contrôlées où l'application du contrôle des procédures et / ou des modalités financières des dépenses publiques a été jugée insuffisante	Suivi de la tutelle (à paramétrer dans base OISE)	Cercle	Annuel	Effet
		Pourcentage des CT contrôlées où l'application du contrôle et le suivi des réalisations liés aux aspects techniques a été jugée insuffisante	Suivi de la tutelle (à paramétrer dans base OISE)	Cercle	Annuel	Effet
		Pourcentage de collectivités territoriales dont les données statistiques sont disponibles dans la base OISE.	Base OISE	Cercle	Quadrimestre	Effet

Objectifs Généraux	Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Source / Structure / Méthode	Désagrégation	Fréquence	Type
4. Renforcer la gouvernance inclusive du territoire		Satisfaction des citoyens en matière de gouvernance locale	Enquête (voir EMOP ou Mali-mètre)	Région	Ponctuel	Impact
	4.1. Renforcer l'implication des chefs de villages, de fractions et de quartiers dans le processus de gestion des affaires publiques locales	Taux de participation des chefs de villages, de fractions et de quartiers aux sessions ordinaires du conseil communal	OISE	Commune	Annuel	Effet
	4.2. Améliorer la gouvernance de la sécurité au niveau régional et local	Nombre de situation d'insécurité / % CT ayant connue des situations d'insécurité	Service de sécurité et représentants de l'Etat	Commune	Annuel	Effet
	4.3. Améliorer la transparence, la redevabilité et la collégialité de la gestion publique	Pourcentage des collectivités territoriales organisant annuellement des restitutions publiques sur leur gestion	OISE	Commune	Annuel	Effet
		Pourcentage de comptes administratifs adoptés au plus tard le 31 mars n+1	OISE	Commune	Annuel	Effet
		Pourcentage de réunions ordinaires de CNO, CROCSAD, CLOCSAD et CCOCSAD effectivement tenues dans l'année	OISE	Arrondissement	Annuel	Activité
		Taux de mobilisation de la Dotation d'Appui Technique (DAT) pour le fonctionnement des organes d'orientation	OISE	Région	Annuel	Effet
		Revue annuelle du secteur de la Décentralisation au Mali.	OISE	National	Annuel	Effet
	4.4. Améliorer l'intégration du genre dans la gestion des collectivités territoriales	Indice d'inégalité de genre (IIG)	ODHD	Commune	Ponctuel	Impact
		Taux brut de scolarisation des filles	CPS Education	Commune	Annuel	Effet
5. Accroître le financement de la décentralisation		Evolution des dépenses totales et d'investissement des CT par habitants	DNTCP : centralisation des comptes de gestion (ou OISE / CA)	Commune	Annuel	Effet
	5.1. Procéder à une allocation substantielle et prévisible des dotations budgétaires de l'Etat aux collectivités territoriales	Evolution de la contribution du budget national au financement de la décentralisation	Loi de finance / tableau de suivi mis au point par les missions FMI	National	Annuel	Effet

Objectifs Généraux	Objectifs Spécifiques	Indicateurs	Source / Structure / Méthode	Désagrégation	Fréquence	Type
	5.2. Réformer la fiscalité locale	Evolution des ressources propres (fiscales et non fiscales) des collectivités territoriales	DNTCP et DGI : centralisation des comptes de gestion (ou OISE / CA)	Commune	Annuel	Effet
	5.3. Améliorer la mobilisation de l'Aide Publique au Développement	Taux de décaissement des projets / programmes appuyant la décentralisation	SHA(Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide)	Région	Annuel	Effet